

Accueil > Société > La RTS arrête son émission sur les religions. Un manquement à ses obligations?

RELIGIONS ABONNÉ

La RTS arrête son émission sur les religions. Un manquement à ses obligations? +

Alors que grandissent, d'un côté, un désintérêt d'une frange de la population et, de l'autre, des phénomènes de radicalisation et recrudescence des mouvements sectaires, la télévision suisse romande arrête «Faut pas croire», sa seule émission de décryptage du fait religieux. La RTS renonce-t-elle à sa mission de service public?



Linn Levy, actuelle présentatrice de l'émission «Faut pas croire». — © RTS

Société

La RTS arrête son émission sur les religions. Un manquement à ses obligations?

Alors que grandissent, d'un côté, un désintérêt d'une frange de la population et, de l'autre, des phénomènes de radicalisation et recrudescence des mouvements sectaires, la télévision suisse romande arrête «Faut pas croire», sa seule émission de décryptage du fait religieux. La RTS renonce-t-elle à sa mission de service public?

Anne-Sylvie Sprenger / Protestinfo

La direction de la RTS l'a annoncé en catimini fin juin aux producteurs de l'émission Faut pas croire: le magazine de décryptage du fait religieux proposé par la télévision de service public ne reviendra pas à l'automne 2022. En cause: les mesures d'économies auxquelles doit faire face l'entreprise audiovisuelle, qui doit économiser «15 millions de francs d'ici à 2024» et «plus ou moins 5 millions de plus en 2025».

Si d'autres formats sont également touchés par ces coupes budgétaires (le magazine T.T.C. va également disparaître et Infrarouge se voir raboter), la suppression de l'unique format destiné à empoigner les questions de sens et de croyances interroge, à un moment où précisément celles-ci se révèlent toujours plus sensibles.

Lire aussi: «Le fait religieux? La boîte noire de l'enseignement»

Une décision «incompréhensible»

«Cette suppression annonce la fin d'une offre éditoriale religieuse, spirituelle et éthique en télévision», assène sans détour le communiqué de presse des directeurs de Médias-pro et Cath.ch, producteurs de l'émission et partenaires historiques de la RTS au sein de RTSreligion. «Dans le contexte de repli identitaire, de défis éthiques majeurs et d'interrogations sur les questions de sens, cette suppression est incompréhensible.»

Les économies annoncées sont substantielles. «La RTS réduit son investissement de 380 000 francs, soit 22% du montant total investi pour RTSreligion», indique Michel Kocher, directeur de Médias-pro, document à l'appui. Il s'étonne d'ailleurs que «comparativement, l'effort demandé aux autres magazines ne dépasse, lui, pas les 10%»...

Cheffe du département Société & Culture à la RTS, Philippa de Roten se défend de suivre un seul plan d'économies. Selon elle, il n'est pas question d'affaiblir l'offre dans ce domaine, mais plutôt de la redéployer sur le digital: «On n'arrête pas Faut pas croire pour faire des économies sèches, on souhaite plutôt transformer l'offre de RTSreligion pour mieux atteindre les publics qui sont en attente de cette thématique. Actuellement programmée le samedi en début d'après-midi, l'émission ne rencontre pas une audience suffisamment satisfaisante», déclare-t-elle.

«Les sujets religieux font partie du service public»

Le mandat singulier d'un média de service public, comme le rappelle la RTS sur son site internet, constitue pourtant un «modèle médiatique visant à garantir aux citoyens une offre d'information, de divertissement et d'éducation indépendante des critères économiques, politiques ou d'audience».

Interpellée sur la question, Susanne Marxer, cheffe Médias et vice-directrice de l'Office fédéral de la communication (Ofcom), est sans équivoque: «Les sujets religieux font partie du service public.» Par ailleurs, il incombe aussi «expressément à la Société suisse de radiodiffusion et télévision (SSR) de contribuer, par l'ensemble de son offre journalistique, à la cohésion et aux échanges entre les religions et groupes sociaux». L'Ofcom ne peut toutefois se déterminer quant à la manière dont la SSR choisit de remplir concrètement ce mandat: «Cela serait incompatible avec l'indépendance des médias vis-à-vis de l'Etat et l'autonomie de leurs programmes», exprime Susanne Marxer.

Construction du vivre-ensemble

«Les médias de service public ont pour mission de cimenter un sentiment d'appartenance au sein d'un agrégat d'individus envisagés comme un corps collectif», formule le sociologue des médias Patrick Amey, de l'Université de Genève. «Au moment où la compréhension et la connaissance des diverses religions cèdent le pas à des positions tranchées, une émission portant sur le fait religieux a l'avantage de permettre la compréhension de certains phénomènes qui touchent à notre être ensemble.»

La religion n'est-elle pas pourtant devenue un sujet obsolète pour la majeure partie des citoyens? «Au contraire, l'éclairage sur ces questions devient encore plus important», estime l'historien des religions et directeur de l'Institut Religioscope, Jean-François Mayer. «L'actualité internationale regorge d'éléments qui ont trait au religieux, aux croyances comme aux incroyances. D'ailleurs, dans le domaine scolaire, on souligne aujourd'hui son importance et on développe aussi, dans le cadre d'un enseignement laïc, des outils pour permettre aux jeunes de comprendre les facteurs religieux à l'œuvre même dans nos sociétés sécularisées», pointe-t-il encore.

«La religion est l'une des composantes du débat social, qui ne peut être négligée», souligne également le sociologue des religions Philippe Gonzalez, de l'Université de Lausanne. «En tant que visions du monde – qui peuvent d'ailleurs entrer en conflit –, les religions engagent non seulement des individus particuliers, mais aussi des communautés, des citoyens. Il est essentiel d'en parler.»

Lire également: Requinqués par la pandémie, les mouvements sectaires fleurissent

Offre purement numérique?

A la RTS, Philippa de Roten affirme vouloir engager une réflexion avec ses partenaires de RTSreligion pour développer «une offre numérique forte et impactante avec des formats destinés à ces canaux». Le sociologue des religions ne manque pas de réagir:

«Sans réelle émission de décryptage du fait religieux, je crains fortement que son traitement médiatique ne se réduise aux actualités problématiques: les scandales sexuels dans les Eglises, la radicalisation de l'islam ou encore les dérapages de certains évangéliques, comme lors de l'attaque du Capitole.»

«Paradoxalement, c'est précisément la surabondance de l'information accessible par un simple clic qui donne une justification accrue aux émissions de décryptage, où on prend le temps de réfléchir», pose à son tour Jean-François Mayer

Et d'un point de vue purement médiatique, que penser d'une offre 100% numérique? «L'offre digitale peut être une solution pour capter les téléspectateurs plus jeunes, mais les enchaînements d'échanges à l'emporte-pièce et autres formats vidéo courts observés sur les réseaux sociaux produiront, à n'en pas douter, à l'avenir, certains effets d'usure et de lassitude», analyse le sociologue des médias Patrick Amey. «Il ne faut pas non plus sous-estimer l'attente des publics pour une parole narrative ou un discours d'expertise, où des philosophes, des scientifiques, des chercheurs, des hommes et femmes d'Eglise viennent échanger sur des plateaux: de tels échanges sont plus

que jamais nécessaires à l'heure de la généralisation des textos, des posts et des vidéos fulgurantes et du zapping.»

«Petits bouts par petits bouts»

«Nous avons notre public sur le broadcast, et nous ne pouvons pas le laisser tomber ainsi», s'insurge pour sa part Michel Kocher. D'ailleurs, du côté des chiffres d'audience, tient-il à rappeler, «Faut pas croire a toujours obtenu les résultats propres à sa tranche horaire».

Lire aussi: La RTS fâche en supprimant ses émissions religieuses

En 2016, la RTS avait déjà projeté des mesures d'économies drastiques à l'endroit des émissions, alors radio et télévision, de RTSreligion. Une pétition de contestation avait alors recueilli en quelques semaines plus de 27 000 signatures, forçant la RTS à revoir sa décision. Ouvrier de cette bataille, Jean-François Mayer ne cache pas son inquiétude: «J'espère que l'opération actuelle ne dissimule pas l'idée de procéder par petits bouts, en prenant cette fois des émissions les unes après les autres, pour démanteler ce qui n'avait pas pu l'être en 2016...»